

Crise alimentaire, interventions réglementaires et institutions de marché

Frederic Jenny

Président comité de la concurrence OECD

Professeur d'économie ESSEC

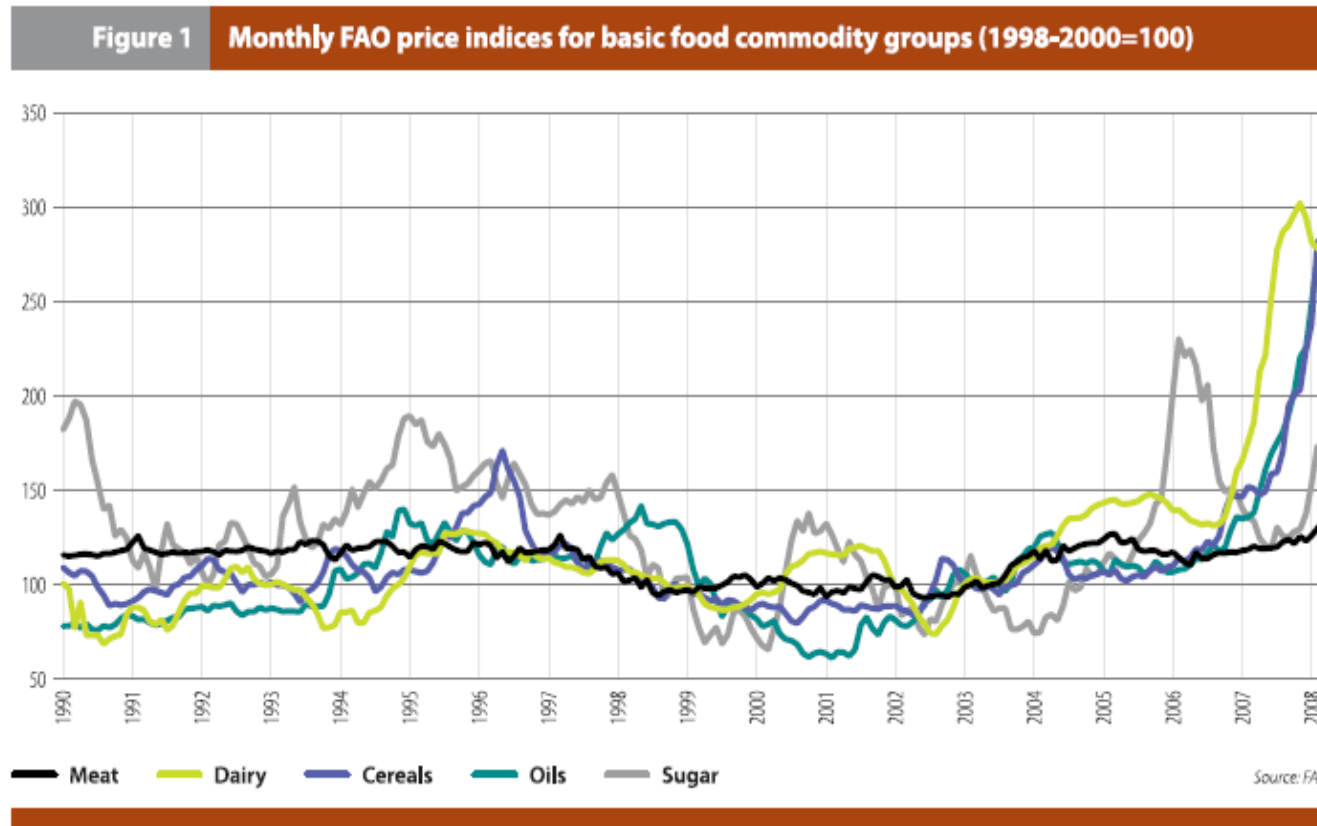
**UNCTAD Workshop on the Role of competition agencies in addressing
the current food crisis
30 June 2008 , Tunis**

Plan

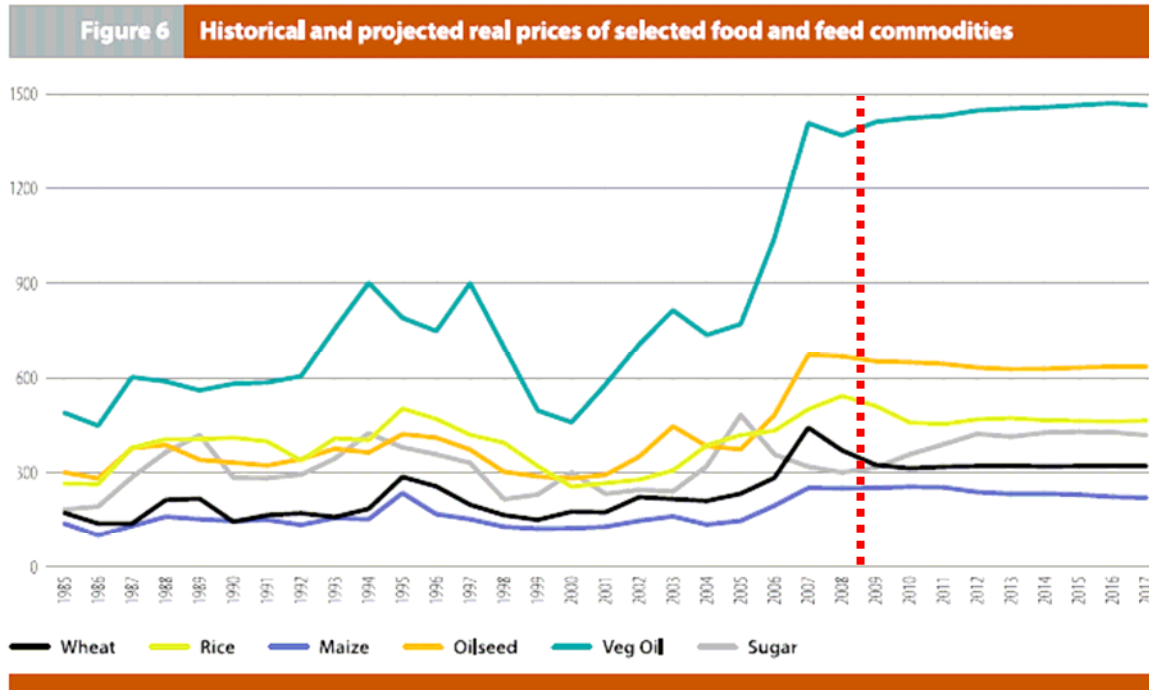
- 1) Les causes de la crise alimentaire**
- 2) Les leçons de la crise énergétique:**
- 3) Les limites de la libéralisation des marchés agricoles dans les PVD: le cas des céréales en Ethiopie**
- 4) Les effets de la crise alimentaire et les (mauvaises) réponses apportées (contrôle des prix et restrictions à l'exportation)**
- 5) Nouvelles perspectives et Rôle des autorités de concurrence?**
- 6) Conclusions**

1) Les causes de la crise alimentaire

La crise alimentaire



La crise alimentaire



L'instabilité des cours des produits agricoles

Les marchés agricoles sont caractérisés par leur instabilité et subissent des variations importantes de cours.

Ces phénomènes sont souvent de court terme.

Ils n'affectent en général que quelques produits agricoles à un moment du temps.

La crise actuelle cependant :

a) Affecte la quasi-totalité des produits agricoles simultanément (le lait comme les céréales, le riz etc);

b) Pourrait, en raison de certains des facteurs à l'œuvre, durer plus longtemps que les crises précédentes

Les causes de l'augmentation des cours: facteurs affectant l'offre

1) Facteurs climatiques (conjoncturel):

Déclin de la production de céréales en raison d'aléas climatiques depuis 2005 dans un grand nombre de pays producteurs. La sécheresse en Australie, des typhons au Bangladesh, des hivers plus froids en Chine et au Vietnam ont engendré de mauvaises récoltes (ex. diminution de la production de 20% au Canada et en Australie) et une augmentation de la demande dans les pays importateurs, tels que le Bangladesh pour le riz.

Les causes de l'augmentation des cours: facteurs affectant l'offre

2) La diminution des stocks.

Depuis 1995 les stocks de céréales diminuent de 3,4% par an (diminution des stocks stratégiques détenus par les gouvernements, accroissement des coûts de stockage, développement de nouveaux instruments financiers de gestion du risque) menant à un accroissement de la tension sur les prix des céréales et une plus grande volatilité à des chocs externes.

En 2008, les stocks sont à leur plus bas niveau depuis 25 ans.

En ce qui concerne le riz, les stocks estimés sont de l'ordre 72 million de tonnes, environ 17% de la consommation annuelle.

La faiblesse des stocks rend plus complexe et augmente aussi le coût de l'aide humanitaire internationale.

L'influence de la diminution des stocks sur les prix

Supposez que votre épicier a quatre clients, dont vous, qui consomment chacun, chaque jour, soit 0,5 litre soit 1,5 litre d'eau minérale par jour. En moyenne ils consomment donc chacun 1 litre par jour et la demande d'eau pour votre épicier est de quatre litres par jour à 2€ le litre.

L'épicier commande chaque jour 6 litres d'eau minérale pour avoir un stock lui permettant de faire face à la demande.

Imaginez maintenant que vous remarquez (ou que l'épicier vous dise) qu'à l'avenir son stock d'eau ne sera plus que de 4 litres par jour.

Qu'allez vous faire ? Vous réalisez (si un jour les trois autres clients veulent, chacun, 1,5 litres) que vous risquez de ne pas avoir d'eau minérale. Pour vous prémunir contre ce risque vous demandez à votre épicier 1,5 litres (voire deux fois 1,5 litres pour être sûr d'avoir de l'avance). Les autres clients font la même chose par crainte de la pénurie.

Lorsque le stock de l'épicier diminue la demande qui était de 4 litres par jour augmente et passe à un niveau compris entre 6 et 12 litres (que l'épicier est incapable de livrer). L'accroissement de la demande (due à la constitution de stocks de précaution individuels) va entraîner la hausse des prix.

Les causes de l'augmentation des cours: facteurs affectant l'offre

3) Accroissement du prix du pétrole et augmentation des coûts de la production et du transport des produits agricoles

Le pétrole est un facteur de production important dans l'agriculture, en particulier dans les pays industrialisés, où elle est motorisée et fortement consommatrice d'intrants.

La hausse du prix du baril se répercute bien sur le prix du transport, mais aussi sur celui des engrais, de l'irrigation par pompage et de la transformation agroalimentaire.

Par exemple, le prix de certains engrais a augmenté de plus de 160% entre le début 2007 et le début 2008 et celui du frêt a doublé.

Elle se répercute ainsi également sur le prix des produits agricoles.

L'augmentation des cours: les facteurs affectant la demande

1) La demande croissante pour les biocarburants.

Dans un premier temps, cette demande est de nature à accroître la demande pour le sucre, le maïs, l'huile de palme, le sucre, et de faire monter le prix de ces produits qui étaient traditionnellement utilisés pour l'alimentation humaine ou le fourrage. Dans un deuxième temps, l'accroissement des surfaces plantées pour la production de biocarburants risque de se faire au détriment de plantations alternatives (par exemple le soja et dans une certaine mesure le blé aux Etats-Unis). L'augmentation continue du prix du baril dans les dernier mois est de nature à renforcer ce phénomène, subventionné par les pouvoirs publics dans de nombreux pays.

Selon une étude du Cirad, ce ne sont pas les volumes actuels de produits agricoles destinés aux agrocarburants qui expliquent la hausse des prix, sauf localement chez les fournisseurs de maïs des Etats-Unis, principaux producteurs de ces carburants. Ainsi, selon l'Agence internationale de l'énergie, en 2005, 1 % des terres cultivées servaient à produire des agrocarburants remplaçant 1 % de notre consommation mondiale de carburants fossiles. C'est plus l'anticipation de la hausse annoncée de la demande pour ces produits agricoles qu'une hausse réelle qui contribue à expliquer la flambée des prix.

L'augmentation des cours: les facteurs affectant la demande

2) Modification de la demande pour les produits alimentaires sous l'effet du développement des pays émergents.

Accroissement de la demande globale mais aussi modification de la structure de la demande avec une croissance plus rapide de la demande des pays émergents pour la viande et les produits laitiers conduisant à l'accroissement de la demande pour le fourrage (par exemple, maïs et orge).

Selon le Cirad, en Asie, la consommation alimentaire est passée de 2 150 kilocalories par personne et par jour en 1970 à près de 2 800 kilocalories en 2000.

Les habitudes alimentaires ont également changé avec une consommation plus élevée de viande. Les calories d'origine animale représentaient en 1970 moins de 5 % des calories totales consommées en Asie. Trente ans plus tard, cette part a plus que doublé pour atteindre 11,7 %.

La réactivité de l'offre

Les marchés agricoles sont capables de réagir rapidement aux signaux du marché.

La production agricole en 2008 augmentera de 2,6%, selon les prévisions, atteignant un niveau record.

Le niveau élevé des prix du maïs aux États-Unis depuis la mi-2006 a, par exemple entraîné, une augmentation substantielle de la production de maïs en 2007 dans ce pays (même phénomène pour le sucre). Ceci a eu pour effet de réduire l'augmentation du prix du maïs (et a conduit à une diminution du prix du sucre) mais aussi de réduire les surfaces consacrées au blé et au soja et d'augmenter le prix de ce dernier en 2008.

En 2008 il semble que le phénomène sera inversé. Les agriculteurs s'apprêtent à augmenter leurs cultures de blé et de soja au détriment des cultures de maïs ce qui risque d'augmenter le prix du maïs, particulièrement si la demande pour le bioéthanol se maintient.

2) Les leçons de la crise énergétique

L'insécurité

1) La notion de sécurité (énergétique ou alimentaire) comprend un grand nombre d'éléments: nécessité de se protéger contre des variations dans l'approvisionnement, contre des variations brusque et significatives dans le prix, contre une utilisation stratégique des importations alimentaires ; l'accès à une nourriture (ou une énergie) suffisante à des prix raisonnables fait partie des objectifs fondamentaux de nombreux pays.

2) La notion de sécurité est souvent psychologique et dépend de la confiance ou de la défiance que l'on a, à tort ou à raison, dans le système des échanges commerciaux; à cet égard, il y a un sentiment généralisé (pas nécessairement vrai) que les sources domestiques sont plus fiables que les sources internationales

3) Toutes les populations en sont pas également affectées par l'insécurité (alimentaire ou énergétique)

4) Compte tenu du caractère international des marchés de produits alimentaires (et du marché de l'énergie), les réponses à la crise ne peuvent être purement nationales et requièrent une coopération internationale (cf crise du pétrole de 1973, par exemple).

Les solutions suggérées dans le domaine de l'énergie pour répondre à la pénurie

- 1) Accroissement de l'offre (par exemple, accroissement des capacités de génération de l'électricité);**
- 2) Création d'un environnement propice à l'investissement privé (importance du mécanisme des prix concurrentiels pour guider l'investissement et ajuster l'offre;**
- 3) Amélioration de la liquidité des marchés (développement des achats/ventes spots) afin de les rendre plus réactifs;**
- 4) Amélioration de l'information gouvernementale et internationale sur les marchés afin de limiter les phénomènes de paniques;**
- 5) Diversification de l'offre (amélioration de la capacité de passer d'une offre d'un produit à l'autre);**

Les solutions suggérées dans le domaine de l'énergie en réponse à la pénurie

6) Meilleure intégration économique des marchés nationaux;

7) Développement des infrastructures de transport et de stockage pour assurer des possibilités d'échange entre régions excédentaires et déficitaires et création de capacité de stockage de sécurité pour atténuer l'impact psychologique d'un déséquilibre passager entre l'offre et la demande;

8) Développement de la concurrence aux différents niveaux de la chaîne.

Éléments spécifiques à la crise alimentaire

1) Nature cyclique de la production

2) Caractère symbolique de l'accès à la nourriture

3) Vulnérabilité des populations les plus pauvres et externalité due à la malnutrition (800 millions de personnes sont victimes de malnutrition en dehors même des situations de crise alimentaire). Selon le Cirad, les marges de manœuvre des populations fragilisées par des décennies de crise économique sont très réduites. Les émeutes que l'on observe aujourd'hui sont sans doute la manifestation de l'épuisement d'une population qui n'en peut plus de décennies de crises.

4) Inégalité des pays et des populations d'un pays face aux conséquences de la crise alimentaire (problèmes de redistribution)

3) Les limites de la libéralisation des marchés agricoles dans les PVD: le cas des céréales en Ethiopie

Le marché des céréales en Ethiopie: bref historique (I)

1984: Près d'un million de personnes meurent de famine

Fin des années 80: l'aide internationale fait **pression sur le gouvernement pour qu'il se retire du marché des céréales en laissant la place au secteur privé.** Le plan suggéré comprend deux parties:

- 1) la dissémination de nouvelles techniques de culture, la distribution de semences de haute qualité et d'engrais pour augmenter la production**
- 2) la mise en place d'un réseau d'alerte**

La récolte céréalière passe de **7 million de tonnes** dans les années **1980** à **11 million de tonnes** dans les années **1990** et à plus de **13 million de tonnes** lors des récoltes exceptionnelles de **2000 et 2001.**

Le marché des céréales en Ethiopie: de l'abondance à la crise (II)

2000-2001: récolte exceptionnelle de 13 million de tonnes de céréales en Ethiopie.

Fév 2001: Le rapport mensuel du Réseau Ethiopien de Sécurité Alimentaire indique que certains **stocks s'accumulent** sur les marchés céréaliers les plus importants **et font baisser les prix en-dessous de l'attente des agriculteurs**. Ils risquent de décourager les agriculteurs pour la prochaine campagne agricole

Le marché des céréales en Ethiopie: le retour de la famine (II)

Juin 2001: Un sac de maïs de 100 kilos qui se vendait **\$10** dans une bonne période se vend vers **\$2** (moins que la moitié du coût normal de production).

2002: Les organismes internationaux apportent d'urgence **plus de 1,5 million de tonnes d'aide alimentaire** dans une Ethiopie en famine, alors que de vastes étendues de terres fertiles dans la région céréalière résistant à la sécheresse restent en friche ou sont sous-cultivées.

Le cas du marché des céréales en Ethiopie: Les racines de la famine de 2002 (III)

« Je sais que quand je réduis mes surfaces cultivées, je contribue à la pénurie alimentaire » dit Bulbula Tulle, agriculteur et marchand de céréales dans les hauteurs occidentales de l’Ethiopie, « mais au moins je ne perds pas d’argent ». En 2001 il a planté 1092 hectares de maïs, a fait l’une de ses meilleures récoltes et a perdu près de \$200 000 parce que les prix étaient plus bas que ses coûts de main d’œuvre, de semences, d’engrais et de carburant. L’année suivante, pour réduire ses coûts et ses risques sur le marché, il n’a planté que 607 hectares. Ses autres champs, restés en friche, ont nourri ses vaches plutôt que des gens affamés. En 2002, plus de 1,5 millions de tonnes d’aide alimentaire ont du être importés d’urgence dans le pays.

Le cas du marché des céréales en l’Ethiopie: Les racines de la famine de 2002 (IV)

Les négociants en céréales (...) avaient également des problèmes.

« Je vais à la banque pour obtenir l’argent pour **construire un entrepôt**. La banque me dit que j’ai **besoin de garanties**. **Je n’en ai pas, donc je n’ai pas de prêt** » dit Yoseph Yilak, directeur général d’une association de marchands de céréales à Addis Abeba.

« J’aimerais **acheter un camion** pour aller vendre les céréales dans les régions dans lesquelles la demande est forte car il y a pénurie» dit Mr Yilak. « Mais j’ai **aussi besoin de garanties** pour acheter un camion».

Le cas du marché des céréales en Ethiopie: L'absence des infrastructures nécessaires à l'équilibre du marché (V)

« Dans des marchés agricoles plus développés (...), des silos de **stockage** permettraient la conservation des céréales jusqu'au relèvement des prix et les récoltes pourraient être vendues sur un **marché à terme**. Des **prêts** pourraient être **garantis** par l'état et les agriculteurs protégés par **une assurance**. Les agriculteurs éthiopiens n'avaient rien de tout cela ».

« Les banques et les organismes qui avaient accordé des crédits pour les semences et les engrais insistaient pour être remboursés. **Beaucoup d'agriculteurs n'ont pas pu rembourser leurs prêts ou ont été obligés de vendre leur bétail pour assurer le remboursement(...)** ».

Le cas du marché des céréales en Ethiopie: Anatomie de la famine de 2002 (VI)

Comment expliquer l'échec de la libéralisation du marché des céréales en Ethiopie ?

« (Dans les années 1990), sous la pression des prêteurs internationaux et des donateurs d'aide, le gouvernement s'est retiré du marché des céréales en faveur d'un secteur privé inexpérimenté et sous-financé. Mais rien n'a été prévu pour soutenir ce marché libre balbutiant, ni la création de lieux de stockage, ni le développement des moyens de transports, ni les sources de financement».

4) Les effets de la crise alimentaire et les (mauvaises) réponses apportées

Inflation record en Egypte à 21% sur un an

Des hausses très importantes de produits alimentaires ont été enregistrées en mai, soit 50,8% pour le pain et les céréales, 51,2% pour l'huile, 34,9% pour les fruits, 27,6% pour les légumes, ou encore 24,5% pour la viande.

Depuis la fin de l'an dernier, l'Egypte est confrontée à une spirale de hausses des prix, en partie d'origine extérieure, et navigue entre les écueils d'une crise sociale et d'une inflation hors de contrôle.

C'est la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires, en particulier du blé, qui a plongé l'Egypte dépendante pour les céréales à 55% des importations, dans une telle situation.

Le "panier" d'un ménage moyen égyptien en denrées alimentaires --40% de l'indice des prix-- s'est ainsi renchéri de 50% depuis le début de l'année, avait estimé en mars le Programme alimentaire mondial.

La pénurie du pain subventionné a cristallisé les frustrations sociales dans ce pays très inégalitaire, où 44% des 80 millions d'habitants vit sous ou près du seuil de pauvreté, soit 2 dollars par jour.

17 milliards de roupies de subvention pour les pauvres

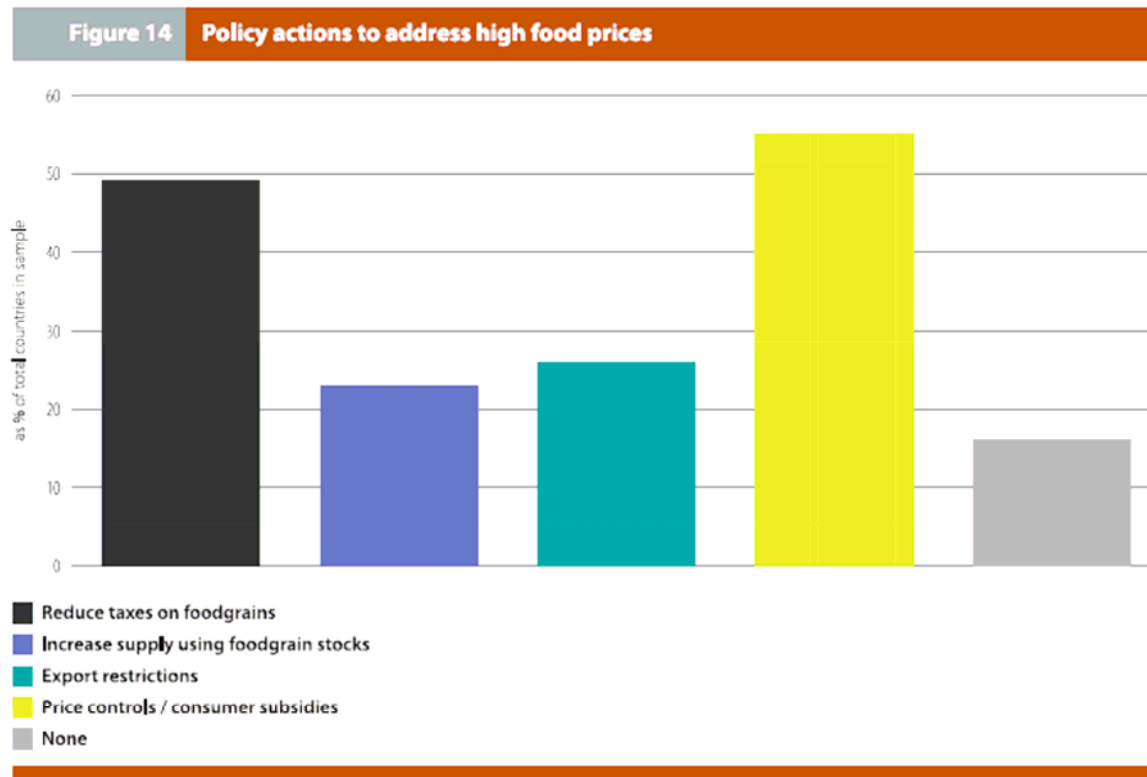
Le gouvernement du Penjab a annoncé l'octroi de 17 milliards de roupies de subventions destinées aux pauvres lors de la présentation du budget pour l'année 2008-2009 à l'assemblée nationale du Penjab.

Ce montant comprend 13 milliards de roupies destinés au traitement médical gratuit des familles pauvres et à la fourniture de subventions pour les produits alimentaires.

Par ce mécanisme les populations pauvres recevront directement des subsides leur permettant d'acheter des produits essentiels, en particulier, de la farine, de l'huile alimentaire, du sucre et des légumes secs.

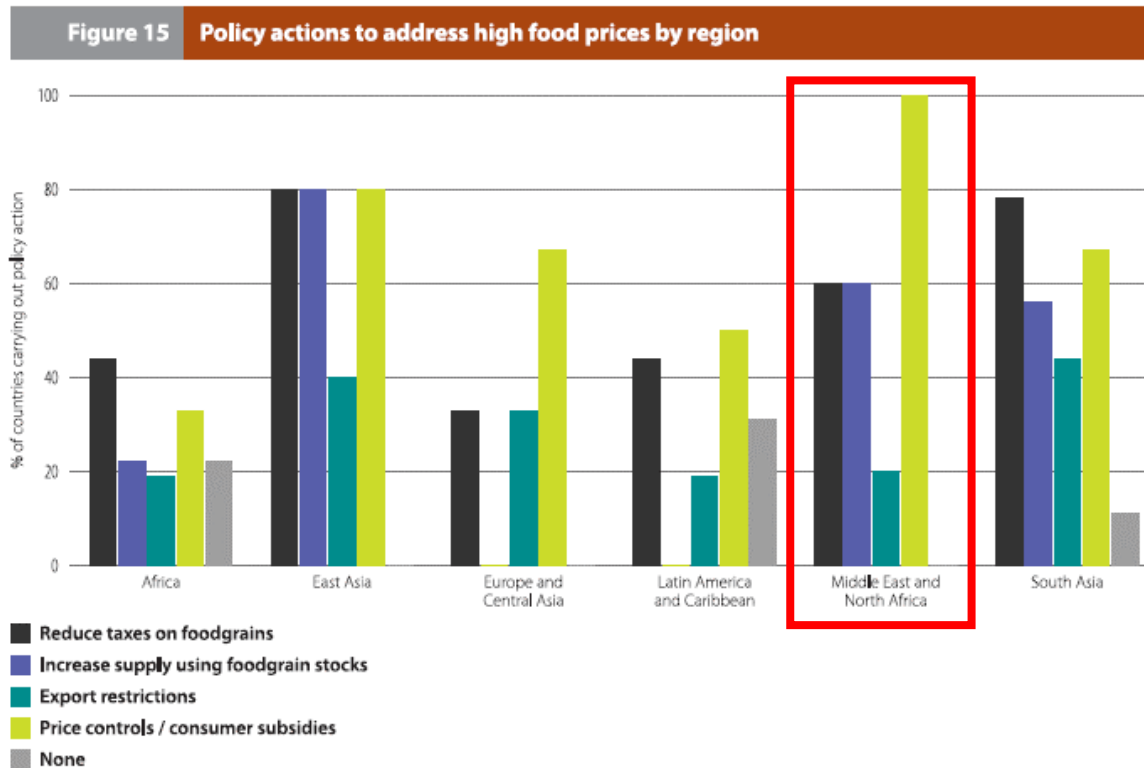
•

Réponses à la crise alimentaire: une étude de la FAO sur 70 pays



- Réduction des droits et taxes sur les produits agricoles
- Accroissement de l'offre, y compris par déstockage
- Restrictions à l'exportation
- Contrôle des prix/ subventions à la consommation
- Pas de réponse publique organisée

Réponses à la crise alimentaire: une étude de la FAO sur 70 pays



- Réduction des droits et taxes sur les produits agricoles
- Accroissement de l'offre ,y compris par déstockage
- Restrictions à l'exportation
- Contrôle des prix/ subventions à la consommation
- Pas de réponse publique organisée

Le contrôle des prix

Objectif:

- Protéger les populations les plus vulnérables (pauvres en milieu urbain) et éviter la malnutrition ou la famine

Inconvénients:

- A court terme:
- Incite les détenteurs de stocks à ne pas les commercialiser en attendant des jours meilleurs ou à les vendre à l'étranger, aggravant ainsi le déséquilibre offre-demande;
- Facilite l'émergence d'un marché noir
- A moyen terme:
- En l'absence de subvention publique, décourage l'investissement dans l'agriculture et donc l'augmentation de l'offre, particulièrement alors que le prix des inputs augmente et contribue directement à l'aggravation du déséquilibre du marché national et à la dépendance
- En présence de subventions publiques, très onéreux (pour la puissance publique) puisqu'il s'agit d'une action qui porte sur l'ensemble du marché et ne distingue pas entre les populations qui sont vulnérables et celles qui ne le sont pas.

Les effets négatifs du contrôle des prix sur la production: le cas du Pakistan

L'augmentation continue du prix du pétrole accroît le coût du diesel, de l'énergie et des engrais.

Le prix d'une tonne d'engrais nitrogénique (un engrais crucial pour la culture du maïs) est passé de \$ 300 à \$ 410 en un an. Selon les négociants, le prix des engrais a augmenté de 200% au cours des cinq dernières années.

Dans certains pays, et en particulier dans les pays qui ont instauré un contrôle des prix, les agriculteurs utilisent moins d'engrais.

Les agriculteurs pakistanais cette année ont utilisé environ 600 000 tonnes d'engrais ; moins de la moitié de la quantité utilisée par eux l'année dernière.

Par voie de conséquence, le gouvernement s'attend à une récolte de blé de 22 million de tonnes, inférieure à la récolte de 24 million de tonnes à laquelle il s'attendait au moment des semences. Ajith Nivard Cabraal, le gouverneur de la banque centrale du Sri Lanka a dit que les gouvernements avaient tort de maintenir des prix locaux bas dans la mesure où cette politique empêche les agriculteurs de gagner leur vie décemment et les décourage d'augmenter leurs emblavures. Pour lui « Les gouvernements ont tendance à paniquer dès que les prix montent »

Les restrictions à l'exportation

Objectifs:

- assurer l'équilibre offre-demande domestique en évitant que la réduction intérieure ne soit vendue sur les marchés internationaux contribuant à une pénurie locale; politique généralement complémentaire du contrôle des prix intérieurs.
- Maintenir le prix domestique à un niveau bas

Inconvénients:

A court terme:

- Incite au marché noir, à la corruption ou à l'accaparement des produits
- Augmente l'instabilité des prix sur les marchés mondiaux en rigidifiant l'offre
- Diminue les ressources en devises du pays à un moment où l'importation de nombreux produits à base de pétrole est de plus en plus onéreuse
- Pénalise les agriculteurs

-A moyen et long terme

- Diminue la rentabilité de l'investissement dans la production des produits interdits d'exportation et empêche un accroissement de l'offre à moyen terme, pérennisant ainsi la dépendance du pays vis-à-vis sur des sources étrangères d'approvisionnement

Les agriculteurs condamnés à payer pour les restrictions à l'exportation

L'accroissement rapide des prix des produits agricoles et la crainte de pénurie au niveau domestique ont poussé certains pays à imposer des restrictions aux exportations. Mais leurs actions menacent de prolonger voire d'aggraver la crise actuelle.

Des pays comme l'Argentine, le Kazakhstan, l'Inde et le Vietnam ont empêché leurs agriculteurs d'exporter leur production ou ont imposé de lourdes taxes à l'exportation pour garder une offre abondante sur leurs marchés domestiques et maintenir des prix bas.

Ceci a pour conséquence que les agriculteurs de ces pays ne peuvent bénéficier des prix internationaux élevés. Simultanément ces agriculteurs doivent faire face à des coûts de diesel, de semences, et d'engrais plus en plus élevés.

Le résultat est que certains d'entre eux réduisent leurs surfaces cultivées.

Les effets négatifs des restrictions à l'exportation: le cas de l'Argentine

Le gouvernement argentin a été l'un des premiers producteurs de céréales à utiliser des taxes à l'exportation, pour isoler son marché domestique de la hausse des cours mondiaux. Mais à la fureur des agriculteurs, le gouvernement a également introduit le mois dernier un nouveau régime douanier qui, pour l'essentiel, établit des prix maxima.

En Argentine, troisième producteur de soja et sixième exportateur de blé du monde, le prix du blé est environ moitié moindre que le prix du marché international.

Selon des sources professionnels la conséquence est que les agriculteurs argentins pourraient planter environ 15% en moins de blé cette saison (4,6 million d'hectares au lieu de 5,5 million d'hectares en 2007-2008) en raison de l'impact des taxes à l'exportation et de l'incertitude sur quand le gouvernement libéralisera les exportations.

Les limitations du commerce extérieur accroissent l'instabilité mondiale

« Plusieurs régimes ont pallié l'urgence alimentaire en adoptant la pire des mesures dès lors qu'elle serait appelée à s'éterniser : la limitation du commerce extérieur. **C'est ainsi que le quatrième producteur mondial de riz, le Vietnam, a réduit ses exportations d'au moins 20 %.**

Son exemple a été suivi par **l'Égypte, l'Inde, la Thaïlande et la Chine**, premier producteur mondial de cette céréale.

Le cas de ce dernier pays est particulièrement instructif. **Pékin a adopté des systèmes de taxes et de quotas à l'exportation, alors même que, au dire de son ministère du Commerce, les réserves chinoises de riz - estimées à 40-50 millions de tonnes - sont suffisantes pour satisfaire la demande intérieure.** La récolte qui s'est achevée en septembre a été riche : 183 millions de tonnes de riz pour une consommation de 167 millions de tonnes, écrivaient fin mars les économistes du Beijing Orient Agribusiness Consultant Limited. Ils concluaient leur étude en constatant que « l'offre intérieure est abondante à court terme ». **Le nationalisme économique (...) constitue sans doute une des toutes premières causes de la crise alimentaire actuelle ».**

5) Nouvelles perspectives et rôle des autorités de concurrence

La croissance des prix agricoles : une chance pour l'agriculture des pays en voie de développement ?

« Puisque le prix des produits importés augmente, les ménages vont sans doute reporter leur consommation sur les produits locaux. **L'agriculture vivrière commerciale, délaissée depuis une vingtaine d'années des priorités des politiques, revient donc sur le devant de la scène** » (Cirad).

-Incite à l'investissement du secteur privé en accroissant la rentabilité économique de la production

-Incite à l'accroissement de l'investissement du secteur public dans la recherche, la fourniture d'infrastructures de transport ou de stockage, le développement de l'assurance, de l'accès au crédit et du développement des instruments de gestion du risque (car la production agricole demeure une activité risquée).

La croissance des prix agricoles : une chance pour l'agriculture des pays en voie de développement ?

Le secteur vivrier concerne aussi les activités permettant d'assurer le lien entre les producteurs et le marché : activités de transformation agroalimentaire (extraction d'huile, broyage des céréales ou des racines et tubercules, séchage du poisson, etc.), de commercialisation et de distribution, ou encore de restauration.

C'est, grâce à ce secteur que les produits circulent, sont acheminés vers des marchés, sont stockés, adaptés à la demande des consommateurs et leur sont distribués. C'est par l'intermédiaire de ces activités que les incitations du marché sont transmises aux producteurs, en termes de quantité, de qualité et de prix requis. Une marge de manœuvre existe dans ces activités dans la création d'infrastructures de transport, de stockage, dans les technologies de transformation des produits agricoles.

« La forte croissance de ce secteur depuis une vingtaine d'années a attiré quelques gros opérateurs qui spéculent et répercutent mal aux producteurs la hausse des prix à la consommation. Il faut donc des politiques qui permettent au marché de mieux fonctionner et non pas un total laisser-faire qui laisse les plus puissants profiter de positions avantageuses et accroît davantage les inégalités ». (Cirad, La hausse des prix alimentaires au Sud 40 causes, conséquences, propositions, jeudi 17 avril 2008)

6) Conclusions

Le constat

Les causes de la crise alimentaire ne sont pas purement conjoncturelles. Les solutions doivent donc allier la protection des population défavorisées à court terme tout en préservant les conditions d'un développement de la production à moyen et long terme.

La faiblesse des stocks est de nature à intensifier la crise en contribuant à entretenir l'instabilité de la demande

Les marchés agricoles internationaux réagissent fortement et rapidement aux incitations financières. Tel n'est pas nécessairement le cas de la production agricole dans les pays en voie de développement.

Certaines solutions à court terme (comme le blocage des prix ou les limitations à l'exportation) sont de nature à aggraver la situation de pénurie à moyen ou long terme et en outre de restreindre la concurrence, faciliter l'accaparement et le développement de la corruption.

L'augmentation des prix peut aussi être une chance pour l'agriculture vivrière dans les pays en voie de développement (et une réponse au moins partielle à la crise alimentaire) à condition de créer les infrastructures de marché nécessaires à l'expansion du secteur vivrier.

Cinq propositions pour un plan d'action

- 1) **Mettre en place des mesures de sauvegarde ciblées** pour les consommateurs les plus fragiles **sans entraîner une distorsion des signaux de prix** (distribution d'aide alimentaire aux pauvres urbains, femmes enceintes, enfants, vieillards, programmes nutritionnels dans les écoles, subvention directe à l'achat de certaines denrées alimentaires, compléments de revenus).
- 2) Favoriser la fluidité des marchés en **éliminant les entraves à l'exportation dans les PVD (et les entraves à l'importation dans les pays développés) et les blocages de prix** qui contribuent à la segmentation et à l'assèchement des marchés ; inciter les investissements privés dans la production de produits agricoles dont la demande est en forte hausse ainsi que dans les produits de substitution des produits importés (production agricole vivrière) ou dans la transformation de la production vivrière.

Cinq propositions pour un plan d'action

3) **Intensifier la mise en oeuvre du droit de la concurrence dans les secteurs intermédiaires entre la consommation finale et la production agricole afin d'éliminer les comportements de cartels à l'achat ou les comportements d'abus de puissance d'achat afin d'assurer une meilleure répercussion des prix aux producteurs des pays en voie de développement.**

4) **Créer des infrastructures de marchés permettant un meilleur ajustement de l'offre et de la demande de produits agricoles dans les pays en voie de développement** (transport, stockage, diffusion des technologies de transformation des produits agricoles, développement de l'assurance, de l'accès au crédit pour l'achat de matériel, de semences et d'engrais, création d'instruments de gestion du risque pour les agriculteurs).

5) **Développer la coopération internationale** pour élaborer une politique mondiale en matière de biocarburants

Merci de votre attention
frederic.jenny@club-internet.fr

